



Message du Président

Consentir, c'est se mettre à genoux

Chers collègues,

Je prends quelques minutes de votre temps pour vous faire part de la situation qui prévaut entre le réseau des garderies subventionnées et le ministère de la Famille. Suite à une rencontre survenue avec les autorités gouvernementales le 16 octobre au matin, je constate que les orientations politiques adoptées et prônées par le gouvernement du Parti québécois, depuis les derniers mois, demeurent complètement radicales. Tout comme vous, **j'aurais bien d'autres chats à fouetter** que de mettre mon énergie et mon précieux temps à m'opposer aux idéologies partisans et antiprivé du gouvernement Marois. Je trouve encore totalement **incompréhensible** que certains gestionnaires de garderies demeurent inactifs face à la conjoncture créée, de toutes pièces par la ministre Léger. **De ne pas agir et de ne rien dire, signifie consentir :**

Consentir à perdre notre autonomie de gestion par l'imposition d'approches étatiques, mur à mur, telle que la mise en place d'une liste centralisée provinciale nous dictant les règles d'admission de notre clientèle dans nos propres établissements;

Consentir à revoir, encore une fois, à la baisse notre financement et nos subventions par la mise en place d'un chantier sur le financement des services de garde annoncé par Nicole Léger dans les prochains mois;

Consentir à ce que l'État providence, **idéal du Parti québécois**, prenne le contrôle de nos entreprises en nous retirant, peu à peu, notre autonomie de gestion;

Consentir à ce que la ministre Léger abuse de son autorité et de son pouvoir pour empêcher toute mobilisation de notre réseau;

Consentir à faire une croix sur la qualité de nos services éducatifs dispensés à près de 50 000 enfants du Québec tous les jours;

Consentir aux inégalités salariales et aux iniquités sociales mises de l'avant par un gouvernement qui discrimine nos éducatrices et nos enfants par rapport à ceux des CPE;

Consentir à ce que notre milieu, dans son entièreté, soit pris en otage par un gouvernement qui divise pour mieux régner;

Consentir à ce que notre merveilleux réseau des garderies subventionnées soit sacrifié et démantibulé au nom de l'idéologie péquiste;

Enfin, consentir à nous mettre à genoux et acquiescer les coups avec abdication en criant OUI à une baisse évidente de notre qualité de services, une fragilisation de notre pérennité, un traitement de deuxième classe pour tous les acteurs de notre milieu et une acceptation à un futur peu reluisant pour nos garderies.

Si c'est l'avenir dont rêvons, pour les milliers d'êtres humains qui vivent et travaillent avec cœur pour le bien-être des enfants et des familles qui fréquentent notre réseau, alors oui, nous pouvons rester assis sur notre STEAK et regarder passer le train lors de la grande manifestation de samedi matin. Par contre, si nous voulons un avenir meilleur pour nos générations futures, il faut faire entendre, par milliers, haut et fort, notre voix et notre désaccord face au régime Marois. Il n'appartient qu'à nous, comme réseau, de dire **OUI** à notre **souveraineté de gestion**. Alors debout tout l'monde, carrés bleus et casseroles à la main, c'est le 19 octobre au matin que ça se passe!

Sylvain Lévesque, président